

Résistance face aux crises: la recette romande

FORUM DES 100

Rapport sur le produit intérieur brut
(PIB) romand, 14 octobre 2021



INTRODUCTION

Un indicateur essentiel

Le produit intérieur brut (PIB) est la mesure la plus communément utilisée pour exprimer le dynamisme économique d'un pays ou d'une région. Ce chiffre permet une analyse de l'évolution dans le temps et une comparaison des régions entre elles; il peut aussi faire l'objet de prévisions. Le PIB est donc un outil précieux de mesure et d'aide à la planification pour les entreprises et les collectivités publiques.

En Suisse, le Secrétariat d'État à l'économie (SECO) et l'Office fédéral de la statistique (OFS) publient un PIB pour l'ensemble du pays. L'OFS publie également des estimations des PIB cantonaux, qui ne donnent toutefois qu'un aperçu limité de l'évolution au sein des secteurs d'activité et ne couvrent à l'heure actuelle que les années 2008 à 2018. Pour sa part, le PIB romand comprend des valeurs historiques qui remontent jusqu'en 1997, une mesure de l'activité dans treize groupes de branches ainsi que des prévisions pour l'année en cours et la suivante. Il est publié depuis 2008 par les banques cantonales des six cantons romands, en collaboration avec le Forum des 100. Le PIB romand est calculé selon une méthode rigoureuse et transparente par l'Institut CREA d'économie appliquée de la Faculté des HEC de l'Université de Lausanne.

Le PIB romand pour 2020 et les années précédentes ainsi que les prévisions pour 2021 et pour 2022 ont été calculés en septembre 2021. En voici les points essentiels:

En 2020, la Suisse romande a affiché

- un PIB en baisse de 2,3% en termes réels (corrigés de l'inflation) en raison de la crise du Covid-19;
- un repli de son PIB similaire à celui de l'ensemble de la Suisse (-2,5%);
- un recul du PIB moins prononcé que ce qui était craint à l'été 2020 (-5,7%);
- une récession moins profonde que dans de nombreuses régions industrialisées.

En 2021, le PIB de la Suisse romande devrait

- rebondir de 2,8% dans un environnement toujours marqué par des incertitudes;
- progresser légèrement moins rapidement que le PIB suisse (+3,2%);
- dépasser son niveau d'avant-crise.

En 2022, le PIB de la Suisse romande devrait

- progresser de 4,2%;
- afficher un rythme de croissance plus élevé que celui du PIB suisse (+3,4%).

Dans le texte et les graphiques de ce document, la source des données relatives au PIB romand, aux PIB cantonaux et à la valeur ajoutée des branches est l'Institut CREA d'économie appliquée de la Faculté des HEC de l'Université de Lausanne. Les données relatives à la croissance suisse proviennent du Secrétariat d'État à l'économie (SECO) et de l'Office fédéral de la statistique (OFS). Pour mieux rendre compte de l'évolution de la conjoncture, les données utilisées ont été épurées des effets des grands événements sportifs internationaux (droits de retransmission, droits de licence), inclus dans le PIB suisse depuis quelques années pour des raisons comptables mais sans effets sur la conjoncture. L'analyse de l'évolution à long terme du PIB et de l'emploi dans les régions suisses se base sur les données du SECO et de l'OFS, complétées par celles du CREA. Pour la croissance européenne et mondiale, les valeurs utilisées sont celles du Fonds monétaire international (FMI). Les statistiques sur le commerce extérieur proviennent de l'Administration fédérale des douanes (AFD). Les données relatives à la population sont publiées par l'OFS.

LES PRINCIPAUX RÉSULTATS

Reprise après la récession due au Covid-19

Croissance réelle en	2020	2021*	2022*
Suisse romande	-2,3%	2,8%	4,2%
Suisse	-2,5%	3,2%	3,4%
Zone euro	-6,5%	4,6%	4,3%
Monde	-3,2%	6,0%	4,9%

*Prévisions

Sources: CREA, SECO, FMI

Le choc aura été rude, avec une baisse du produit intérieur brut (PIB) romand de 2,3% en 2020, selon les dernières estimations de l'Institut CREA d'économie appliquée. Ce recul est similaire à celui du PIB suisse (-2,5%) et moins profond que celui observé dans les principales économies développées, comme les États-Unis (-3,5%) ou la zone euro (-6,5%).

La crise du Covid-19 n'a cependant pas été aussi grave que ce qui était redouté après le semi-confinement du printemps 2020: à la fin de l'été 2020, le recul du PIB romand était attendu à 5,7%, soit l'une des récessions les plus profondes depuis un siècle. La résistance de l'économie romande s'explique par sa diversification et la capacité d'adaptation des entreprises. En outre, les aides massives des pouvoirs publics ont globalement amorti les effets des mesures de protection pour les branches touchées.

De plus, au fil des vagues de la pandémie, les mesures de protection ont tendanciellement été plus souples que celles du semi-confinement du printemps 2020. Durant ce dernier, plus du tiers des effectifs des entreprises romandes ont bénéficié d'indemnités pour réduction de l'horaire de travail (RHT). Début 2021, pendant la deuxième vague, le chômage partiel n'a plus concerné qu'une personne sur dix. En juin 2021, le chiffre avait reculé à moins de 5%. Ces indemnités ont évité une hausse massive du chômage et le taux de sans-emploi n'a augmenté que d'un point de pourcentage, de 3,3% en 2019 à 4,3% en 2020 et sur les huit premiers mois de 2021.

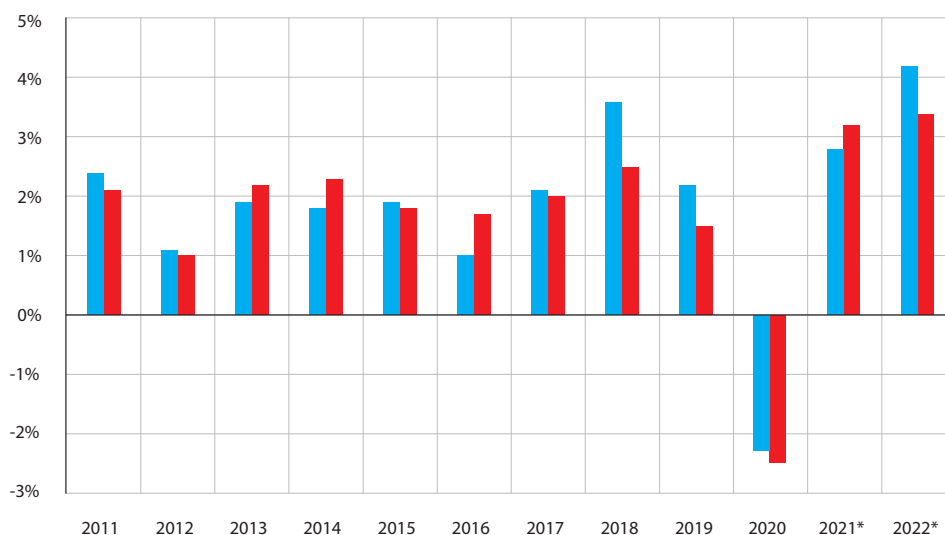
Après la crise vient la reprise. En 2021, l'économie romande, comme l'économie suisse et l'économie mondiale, est engagée dans une reprise vigoureuse, qui avait débuté au second semestre 2020 déjà. La croissance mondiale est attendue à 6,0% cette année et à 4,9% l'an prochain. En Suisse romande, la reprise attendue porte sur un PIB en hausse de 2,8% en 2021 et de 4,2% en 2022.

Il reste que le degré d'incertitude est élevé et une certaine prudence est donc de mise. La pandémie n'est pas terminée et le risque de l'apparition de nouveaux variants du virus SARS-CoV-2, rendant plus difficile la lutte contre la pandémie, est présent. Un haut niveau d'endettement est aussi de nature à freiner la reprise dans de nombreux pays. Sur le plan suisse, d'autres facteurs de risque résident dans la possibilité d'une appréciation du franc en tant que valeur refuge ou dans l'incertitude liée à l'évolution des relations avec l'Union européenne (UE). Enfin, les discussions sur un impôt minimal mondial pour les entreprises constituent une autre source d'incertitude.

Évolution comparée des PIB romand et suisse (valeurs réelles)

■ Suisse romande
■ Suisse

*Prévisions



Un quart de l'économie suisse

En termes réels (corrigés de l'inflation, aux prix de 2015), le PIB romand est passé de 176,7 milliards de francs en 2019 à 172,6 milliards en 2020 et, en données nominales, de 177,0 milliards à 172,2 milliards, selon les estimations établies par le CREA. La comparaison de la croissance romande avec celle de la Suisse est tendanciellement favorable depuis le début du siècle, même si l'écart s'était resserré après la crise économique et financière, entre 2012 et 2017.

Grâce à cette dynamique, la Suisse romande a augmenté son poids dans l'économie helvétique. La hausse n'est que de l'ordre du dixième ou du centième de point de pourcentage par année, mais la tendance est régulière. Sur dix ans, de 2011 à 2020, ce poids est passé de 23,9% à 24,4%. Durant cette période, le secteur primaire a vu sa valeur ajoutée se replier légèrement en Suisse romande (-0,2% en moyenne par an), comme sur le plan national (-0,3%). Dans le secondaire (+2,4%) et le tertiaire (+1,4%) romands, les taux de croissance annuels ont été supérieurs ou égaux à la moyenne nationale (+1,9% et +1,4%, respectivement).

Les économies romande et suisse ont des structures similaires: environ trois quarts de tertiaire, un quart de secondaire et un pour cent de primaire. Il y a cependant des nuances: une industrie des machines et horlogère, des services publics et parapublics, ainsi qu'une branche du commerce un peu plus présents qu'en moyenne nationale. Par contre, la chimie-pharma et les services financiers pèsent un peu moins lourd dans la balance que sur le plan suisse.

Décomposition sectorielle et par branche du PIB romand (valeurs moyennes 2011-2020 centre = branches, périphérie = secteurs)

■ Secteur primaire	0,9%
■ Secteur secondaire	23,9%
■ Alimentation, textile, cuir, bois, papier	2,8%
■ Chimie, pharma, verre, caoutchouc, métallurgie	6,2%
■ Machines, instruments, horlogerie	8,0%
■ Production et distr. d'électricité et d'eau	1,9%
■ Construction	4,9%
■ Secteur tertiaire	75,2%
■ Commerce de gros et de détail, réparations	16,7%
■ Hôtellerie-restauration	2,1%
■ Transports, postes, télécoms, édition	5,1%
■ Activités financières et assurances	8,4%
■ Activités immobilières, services aux entreprises	19,6%
■ Administration publique, santé, éducation, sports	22,5%
■ Autres	0,8%



Une croissance reposant sur une large assise

La récession de 2020 a entraîné avec elle une majorité de branches. Semi-confinement du printemps, mesures de protection, chute du commerce mondial et quasi-absence de touristes étrangers: dans certaines branches, telles que l'hôtellerie-restauration, les transports et communications ou l'industrie des machines, l'activité a très fortement reculé. Pour d'autres, telles que les services aux entreprises et les activités immobilières, la construction ou les secteurs public et parapublic, le bilan est plus nuancé. Certains domaines ont également vu leur valeur ajoutée augmenter, tels que les services financiers, le commerce ou la chimie-pharma.

En 2021, la reprise devrait bénéficier à la plupart des branches. Celles qui avaient le plus souffert en 2020, en particulier, devraient profiter de l'amélioration de la situation sur le plan sanitaire, de l'assouplissement des mesures de protection et de l'amélioration du climat conjoncturel mondial. Et ce, même si, pour certaines comme l'hôtellerie-restauration, la situation reste compliquée en raison du maintien de mesures de protection ou du faible nombre d'hôtes étrangers. Alors que sur le plan mondial les chaînes logistiques restent perturbées, en raison notamment de pénuries de certaines marchandises, il est trop tôt pour parler de normalisation.

Le prolongement de la reprise attendu en 2022 devrait également bénéficier à une majorité de branches. S'il est trop tôt pour tirer des conclusions précises, il semble en tout cas très probable que la reprise bénéficie à nouveau du soutien de contributeurs importants à la croissance romande, tels que la chimie-pharma, le commerce de détail et de gros, les services aux entreprises et les activités immobilières ainsi que les services publics et parapublics.

Évolutions et tendances pour les principales branches

	Évolutions sectorielles 2020	Tendances sectorielles 2021	Tendances sectorielles 2022
>2,5%	Activités financières et assurances Commerce de gros et de détail, réparation...	Machines, instruments, horlogerie... Chimie, pharma, caoutchouc, verre, métallurgie... Secteur primaire Hôtellerie et restauration Transports, postes et télécommunications, édition Administration publique, santé, éducation, sports...	Hôtellerie et restauration Transports, postes et télécommunications, édition Chimie, pharma, caoutchouc, verre, métallurgie... Commerce de gros et de détail, réparation... Activités immobilières, services aux entreprises... Alimentation, textile, cuir, bois, papier
1,6% à 2,5%	Chimie, pharma, caoutchouc, verre, métallurgie...	Activités immobilières, services aux entreprises... Activités financières et assurances	Secteur primaire Construction
0,1% à 1,5%	Alimentation, textile, cuir, bois, papier	Production et distribution d'électricité et d'eau Commerce de gros et de détail, réparation...	Administration publique, santé, éducation, sports...
<0%	Production et distribution d'électricité et d'eau Administration publique, santé, éducation, sports... Construction Secteur primaire Activités immobilières, services aux entreprises... Machines, instruments, horlogerie... Transports, postes et télécommunications, édition Hôtellerie et restauration	Construction Alimentation, textile, cuir, bois, papier	Activités financières et assurances Machines, instruments, horlogerie... Production et distribution d'électricité et d'eau

Source: CREA

RÉSISTANCE FACE AUX CRISES: LA RECETTE ROMANDE

Un des moteurs de la croissance suisse

Dans les rêves de nombreuses générations, le 21^e siècle aurait dû être celui dans lequel la technologie se serait imposée comme l'une des sources d'une vie idéale. Mais la réalité est différente. Si la technologie s'immisce un peu partout, le siècle a débuté avec le dégonflement de la bulle technologique et les attentats du 11 septembre 2001 aux États-Unis. Les vingt années suivantes ont connu les subprimes, la crise de la zone euro, l'appréciation du franc suisse, l'introduction puis l'abandon du cours plancher de l'euro par rapport à ce dernier, une guerre commerciale et, enfin, la crise du Covid-19.

Entre deux secousses, il y a parfois eu de belles années de croissance, comme entre 2004 et 2007 ou en 2010. Cependant, la répétition des chocs conjoncturels a eu des effets délétères dans certains pays, via notamment une hausse de l'endettement, une conjoncture privée d'élan et un marché de l'emploi déprimé. Ainsi, la zone euro, notre principal marché d'exportation, a connu des phases difficiles. En Suisse romande, comme au niveau national, ces chocs ont également bridé la croissance et fortement freiné certaines branches.

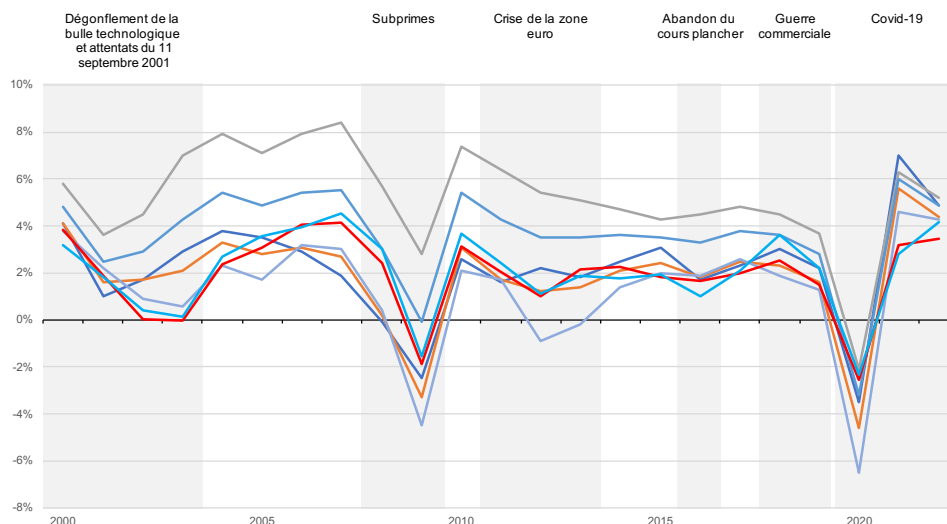
Cependant, lors de périodes de fort ralentissement ou de recul de l'activité mondiale, la Suisse romande – comme l'ensemble du pays – a mieux résisté que d'autres économies industrialisées. Sur la durée, la robustesse du marché intérieur a permis à l'économie de la région de se montrer résiliente lorsqu'elle devait affronter des vents contraires, tout en étant dynamique quand l'environnement international était porteur. Globalement, les indicateurs économiques sont restés au vert.

Variation annuelle du PIB entre 2000 et 2020

- États-Unis
- Économies avancées
- Marchés émergents
- Zone Euro
- Monde
- Suisse
- Suisse romande

Données en pourcents

Sources: Fonds monétaire international, Secrétariat d'État à l'économie, Office fédéral de la statistique, CREA



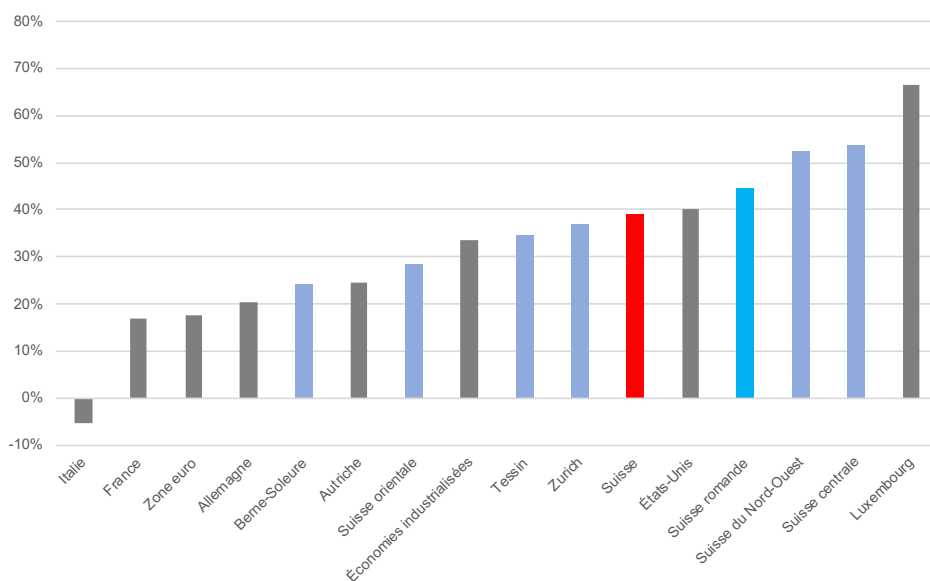
Un PIB en hausse de moitié

De 2000 à 2020, la Suisse romande a affiché une croissance de 45,2%. À comparer avec une augmentation du produit intérieur brut (PIB) de 39,3% en Suisse, ou de 40,3% aux États-Unis, de 33,5% dans les économies avancées et de 17,7% pour la zone euro. Au niveau des régions helvétiques (cf. p. 11), la Suisse centrale et la Suisse du Nord-Ouest affichent des augmentations plus importantes (respectivement de 53,7% et 52,5%). Par contre, les autres, Berne-Soleure, la Suisse orientale, Zurich et le Tessin (de 24,2% à 37,0%) ne font pas aussi bien. Ainsi, bien que l'économie romande n'ait pas été épargnée par les chocs économiques de ces vingt dernières années, elle est parvenue à afficher une croissance appréciable, plus élevée que celle d'autres économies industrialisées, en Europe de l'Ouest ou outre-Atlantique, faisant d'elle l'un des moteurs de la croissance suisse.

Croissance du PIB entre 2000 et 2020

Données en pourcents

Sources: Fonds monétaire international, Secrétariat d'État à l'économie, Office fédéral de la statistique, CREA



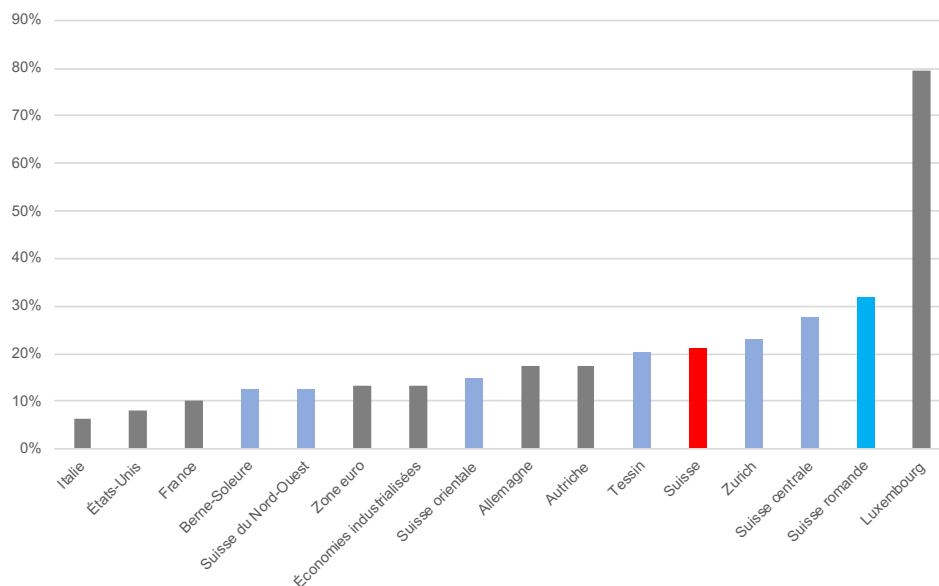
Progression de l'emploi

La Suisse romande se distingue également au niveau de l'emploi, avec une hausse de 31,8%. Mis à part le Luxembourg (+79,5%), une petite économie très profilée dont les performances économiques sont excellentes, la Suisse romande se détache par rapport aux autres économies d'Europe de l'Ouest ou d'Amérique du Nord. En comparaison avec les autres régions helvétiques, elle est celle dans laquelle le plus d'emplois ont été créés. La Suisse centrale (+27,7%) la suit de près, de même que Zurich (23,1%) et la moyenne nationale (21,3%). L'augmentation est par contre moins marquée en Suisse orientale (+14,9%), dans la Suisse du Nord-Ouest (+12,6%) ainsi que dans la région Berne-Soleure (+12,5%).

Hausse de l'emploi entre 2000 et 2020

Données en pourcents

Sources: Fonds monétaire international, Secrétariat d'État à l'économie, Office fédéral de la statistique, CREA



Principal moteur: le tertiaire

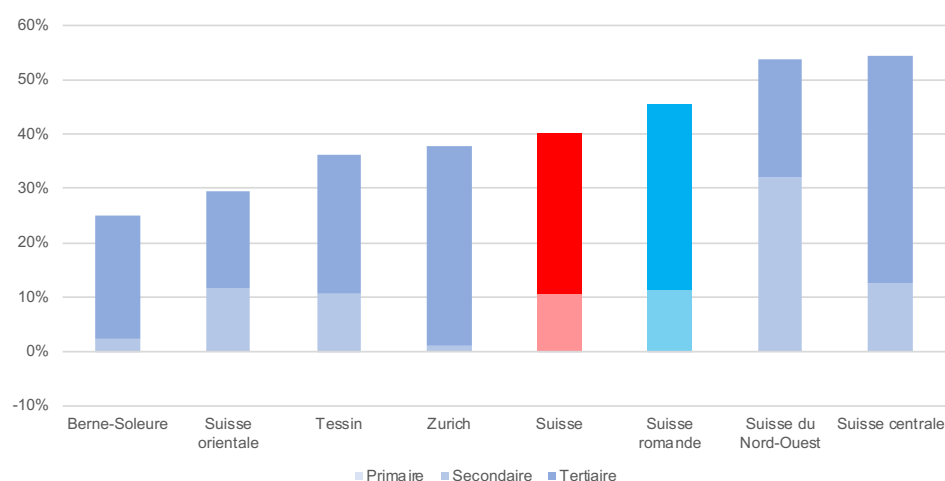
À l’instar de la plupart des autres régions industrialisées, l’économie romande est assez fortement tertiaisée. Les activités de services représentent environ les trois quarts de la valeur ajoutée et de l’emploi, alors que le poids du secondaire est d’environ un quart et celui du primaire de l’ordre du pourcent. Logiquement, le tertiaire a été le principal moteur de la croissance entre 2000 et 2020 et contribue à hauteur d’environ trois quarts à la hausse du PIB. Si ce schéma est fréquent dans les économies industrialisées, deux régions suisses s’en distancient. Dans la Suisse du Nord-Ouest, le secondaire – en l’occurrence essentiellement la pharma – compte pour 60% de la croissance. À l’inverse, à Zurich, la contribution du secteur tertiaire à la croissance dépasse 95%.

Contribution des trois secteurs à la croissance du PIB

Données en pourcents

Note: la contribution est la part de la croissance imputable à chaque secteur et leur somme donne la croissance totale du PIB

Sources: Secrétariat d’État à l’économie, Office fédéral de la statistique, CREA



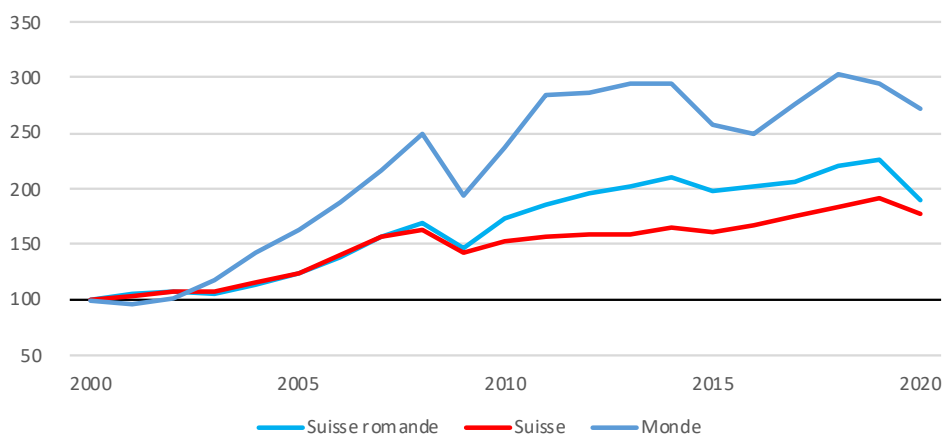
Exportations robustes

L’industrie manufacturière a aussi fait preuve de résistance. Les exportations romandes ont crû moins rapidement que le commerce mondial jusqu’en 2009, mais la forte dynamique de ce dernier était principalement alimentée par les économies émergentes. À partir de 2009, le commerce mondial a perdu de l’élan et le franc a commencé à s’apprécier. Les exportateurs romands ont cependant continué à tirer leur épingle du jeu, notamment grâce à leur orientation vers des produits à haute valeur ajoutée. Et ce, malgré les baisses des ventes à l’étranger en 2009 (subprimes) et en 2015 (abandon du cours plancher de l’euro). L’année 2020, avec la crise du Covid-19 et le recul du commerce mondial, s’est également traduite par un recul des exportations. En revanche, les chiffres pour l’ensemble de la Suisse de l’Administration fédérale des douanes pour les premiers trimestres de 2021 laissent entrevoir un rebond dynamique (lire également en p. 11).

Exportations romandes, suisses et mondiales

Indices, 2000 = 100

Sources: Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement, Administration fédérale des douanes



La contribution de plusieurs activités

Derrière les grandes tendances se dessine une réalité plus subtile. Certaines activités de services ont connu des difficultés en raison des aléas de la conjoncture, alors que des activités manufacturières ont pu se développer. La chimie-pharma – notamment la Health Valley de la Suisse occidentale – a connu une forte croissance de sa valeur ajoutée depuis le début du siècle. L'industrie des machines et l'horlogerie, malgré des passages à vide, se distinguent, quant à elles, par une croissance au niveau de l'emploi. Les effectifs de la construction se sont également étoffés sur fond de marché immobilier dynamique.

Dans le tertiaire, l'hôtellerie-restauration a ressenti les effets de l'appréciation du franc, de la baisse de confiance dans certains pays dont proviennent les hôtes et, en 2020, de l'effondrement du tourisme international en raison de la crise du Covid-19. En revanche, le commerce de détail a bénéficié d'une démographie dynamique et d'une conjoncture robuste, tandis que le commerce de gros, et notamment le négoce de matières premières, s'est développé grâce à la croissance des marchés émergents. Le bilan depuis le début du siècle est également positif pour les services financiers ainsi que pour les transports et les communications.

Cependant, les groupes de branches dont le développement a été le plus remarquable sont, d'une part, les services aux entreprises et les activités immobilières ainsi que, d'autre part, les services publics et parapublics. Les premiers ont profité de la croissance et de la tendance pour les entreprises à sous-traiter les activités les plus éloignées de leur cœur de métier. La croissance des seconds répond à l'augmentation de la population, à la hausse des dépenses de santé sur fond de vieillissement de la population et au développement du système éducatif.

Évolution de l'emploi et de la valeur ajoutée par groupe de branches entre 2000 et 2020

	Emplois				Valeur ajoutée					
	Nombre en 2000	Part du total en 2000	Croissance 2000-2020	Contribution à la croissance	Nombre en 2020	Part du total en 2020	Part du total en 2000	Croissance 2000-2020	Contribution à la croissance	Part du total en 2020
Secteur primaire	36 100	4,5%	-26,9%	-1,2%	26 398	2,5%	1,4%	-15,4%	-0,2%	0,8%
Alimentation, textile, cuir, bois, papier	33 785	4,2%	-8,0%	-0,3%	31 076	2,9%	3,4%	13,3%	0,5%	2,6%
Chimie, pharma, caoutchouc, verre, métallurgie...	38 527	4,7%	3,8%	0,2%	40 006	3,7%	4,1%	195,7%	8,0%	8,3%
Machines, instruments, horlogerie...	56 717	7,0%	23,6%	1,6%	70 077	6,6%	8,0%	31,2%	2,5%	7,2%
Production et distribution d'électricité et d'eau	10 262	1,3%	11,1%	0,1%	11 405	1,1%	4,5%	-35,4%	-1,6%	2,0%
Construction	61 194	7,5%	39,4%	3,0%	85 318	8,0%	5,4%	37,2%	2,0%	5,1%
Commerce de gros et de détail, réparation...	115 398	14,2%	11,2%	1,6%	128 337	12,0%	11,9%	99,0%	11,7%	16,1%
Hôtellerie et restauration	55 961	6,9%	-9,1%	-0,6%	50 877	4,8%	3,2%	-43,9%	-1,4%	1,2%
Transports, postes et télécommunications, édition	56 173	6,9%	9,2%	0,6%	61 343	5,7%	5,4%	18,6%	1,0%	4,4%
Activités financières et assurances	43 829	5,4%	23,7%	1,3%	54 225	5,1%	10,2%	28,2%	2,9%	9,0%
Activités immobilières, services aux entreprises...	105 163	13,0%	84,2%	10,9%	193 760	18,1%	21,0%	36,9%	7,8%	19,7%
Administration publique, santé, éducation, sports...	184 676	22,8%	64,2%	14,6%	303 156	28,4%	22,3%	50,9%	11,4%	23,1%
Autres services	13 319	1,6%	0,2%	0,0%	13 345	1,2%	0,9%	23,1%	0,2%	0,8%
Primaire	36 100	4,5%	-26,9%	-1,2%	26 398	2,5%	1,4%	-15,4%	-0,2%	0,8%
Secondaire	200 484	24,7%	18,7%	4,6%	237 882	22,2%	24,3%	50,0%	12,2%	25,0%
Tertiaire	574 519	70,8%	40,1%	28,4%	805 044	75,3%	74,3%	46,1%	34,2%	74,2%
Total	811 104	100,0%	31,8%	31,8%	1 069 324	100,0%	100,0%	45,2%	45,2%	100,0%

Sources: Secrétariat d'État à l'économie, Office fédéral de la statistique, CREA

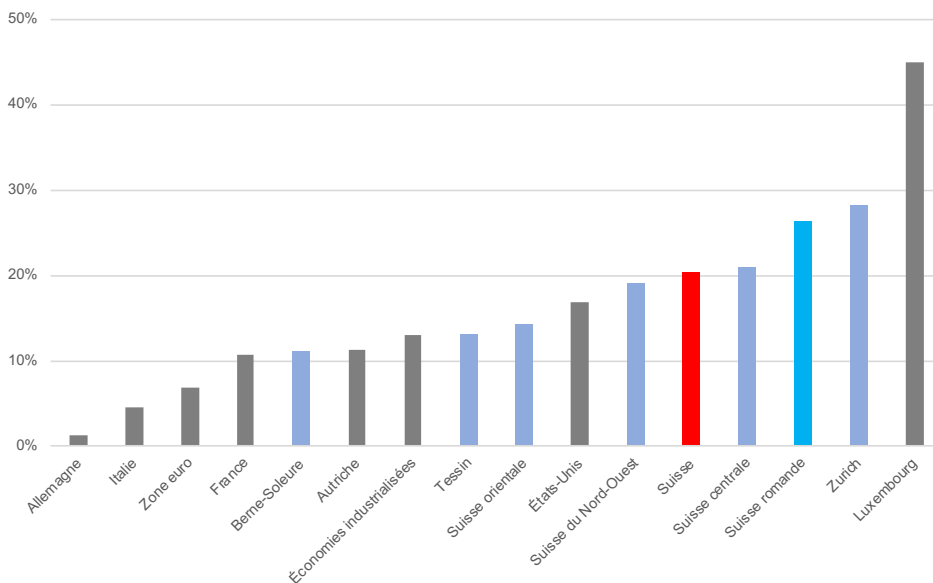
Une démographie dynamique

La vitalité de l'économie romande a conduit à une forte croissance démographique, liée avant tout à l'immigration: en vingt ans, la population romande a augmenté d'un quart. Parmi les régions suisses, seule celle de Zurich a connu une hausse légèrement supérieure. L'accord sur la libre circulation des personnes avec l'Union européenne a permis aux entreprises romandes de recruter hors des frontières helvétiques les collaboratrices et collaborateurs dont elles avaient besoin. Après 2008, la hausse de la population s'est modérée, la région n'étant pas complètement immunisée contre les aléas de la conjoncture mondiale. Sur la durée, le dynamisme de la démographie s'est aussi révélé moins fort dans les économies industrialisées, notamment dans la zone euro ou parmi les pays voisins de la Suisse. En revanche, le Luxembourg se distingue également particulièrement dans ce domaine.

Hausse de la population entre 2000 et 2020

Données en pourcents

Sources: Banque mondiale, Office fédéral de la statistique



Un taux de chômage stable

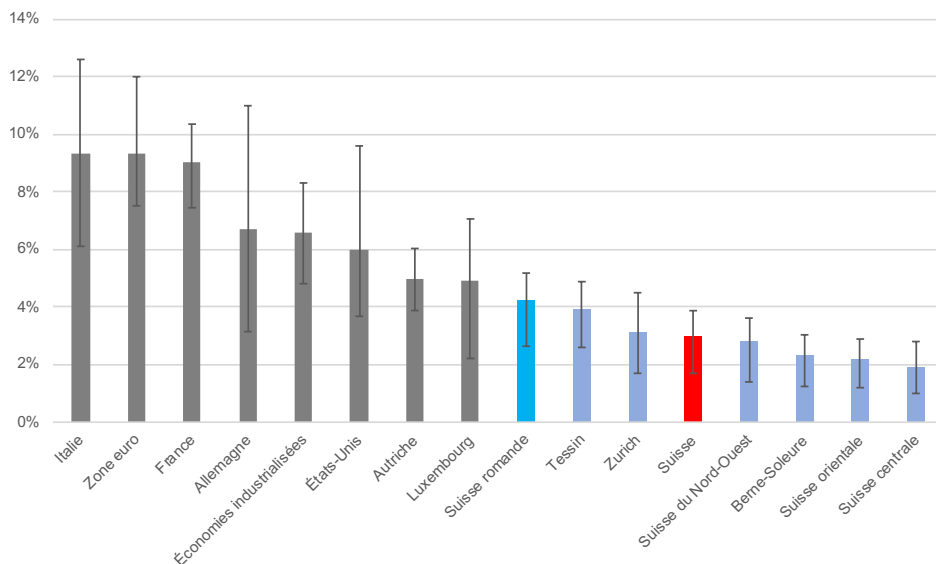
L'augmentation de la population n'a pas conduit à une hausse du chômage. Sur vingt ans, le taux de sans-emploi est resté relativement stable en Suisse romande, à environ 4%. Il a augmenté à l'occasion des chocs conjoncturels, pour se résorber ensuite. En 2019, à 3,3%, il était même proche de son plus bas niveau depuis le début du siècle. Traditionnellement, le chômage est plus élevé en Suisse romande qu'en moyenne nationale et que dans les autres régions du pays, pour des raisons culturelles et techniques (des bénéficiaires de certaines aides étant considérés comme chômeurs, alors qu'ils ne le sont pas dans les autres régions). En revanche, le taux de sans-emploi est plus bas en Suisse romande qu'en moyenne dans les pays industrialisés, dans la zone euro ou dans certains pays voisins.

Taux de chômage moyen entre 2000 et 2020

En pourcents de la population active

Note: barres d'erreur: bas = minimum sur la période, haut = maximum

Sources: Fonds monétaire international, Secrétariat d'État à l'économie, Office fédéral de la statistique



Un endettement bas en comparaison internationale

Une autre performance de la Suisse romande est d'être parvenue, comme la Suisse et les autres régions du pays, à traverser les chocs des vingt dernières années sans hausse de l'endettement public total (dette des cantons, des communes et part de la Confédération au prorata de la population). Alors que l'endettement romand avait augmenté à partir de la crise des années 1990 et jusqu'au début du 21^e siècle, il a diminué ensuite.

Dans certains pays, la crise des subprimes a été synonyme d'aides massives, notamment à des instituts financiers, poussant une première fois le niveau d'endettement à la hausse. Rien de tel ne s'est produit en Suisse romande ou en Suisse. Un prêt au premier groupe bancaire helvétique par les autorités fédérales et la reprise d'un portefeuille de crédits illiquides ont finalement été des opérations positives.

L'autre épisode majeur ayant conduit à une hausse de l'endettement public est la crise du Covid-19. Les plans d'aides aux entreprises visant à compenser les pertes dues aux mesures de protection ont poussé une nouvelle fois l'endettement public à la hausse dans de nombreux pays. Si les aides de la Confédération et des cantons ne sont pas sans effets sur les finances publiques, ceux-ci sont contenus. Ainsi, la résilience et le dynamisme de l'économie romande se reflètent sur une large palette d'indicateurs.

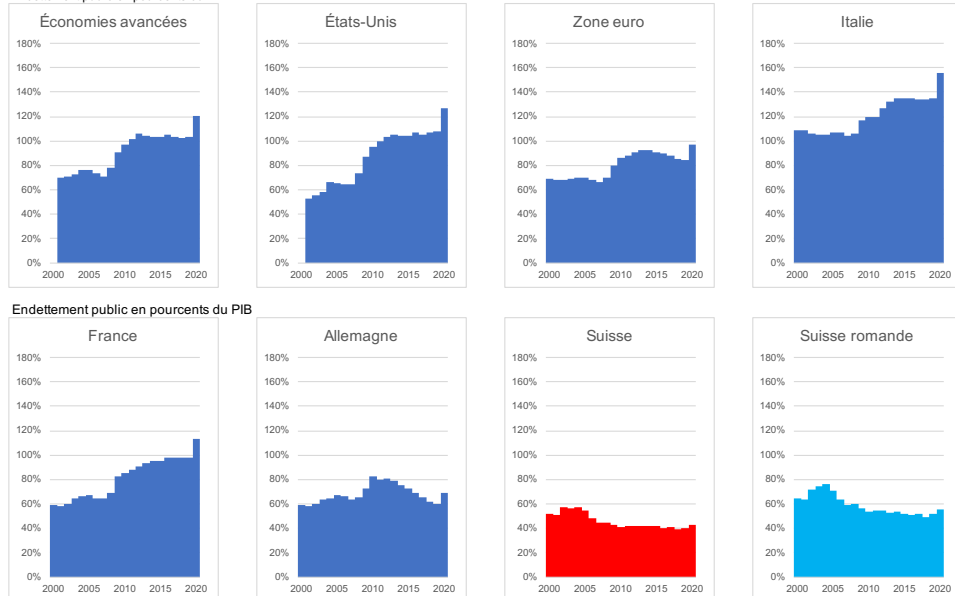
Évolution de l'endettement public entre 2000 et 2020

Endettement public en pourcents du PIB

Note: Suisse romande: estimation sur une base comparable, canton et communes avec imputation d'une part de la dette de la Confédération au prorata de la population.

Sources: Fonds monétaire international, Administration fédérale des finances, Office fédéral de la statistique, Secrétariat d'État à l'économie, CREA

Endettement public en pourcents du PIB



NOTE

Comme pour l'édition 2017 du PIB romand, les grandes régions définies par l'Office fédéral de la statistique ont été adaptées pour les besoins de cette analyse: les cantons romands ont été considérés ensemble (FR, GE, JU, NE, VS, VD) à la place de la Région lémanique, l'Espace Mittelland, qui englobe les cantons de Fribourg, du Jura et de Neuchâtel, a été remplacé par une région Berne-Soleure et les définitions des autres régions (Suisse du Nord-Ouest: AG, BL, BS; Zurich: ZH; Suisse orientale: AI, AR, GL, GR, SG, SH, TG; Suisse centrale: LU, NW, OW, SZ, UR, ZG; Tessin: TI) ont été reprises telles quelles. Les PIB et emplois des 26 cantons publiés par l'OFS et le SECO, complétés par le CREA pour les besoins de cette étude, ont été additionnés pour déterminer les totaux par région. Pour les autres pays, les données du Fonds monétaire international, de la Banque mondiale et de la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement ont été considérées.

Exportations: fort rebond en 2021

Le commerce mondial redémarre

Chute des ventes de machines et de montres

Avec une baisse de 15,9%, les effets de la crise du Covid-19 sur les exportations romandes sont similaires à ceux de la crise financière et de la récession de 2009 (-13,1%). En particulier, les ventes à l'étranger de machines, d'instruments de précision et de montres ont chuté de 18,9% en 2020, soit un recul similaire à celui de 2009 (-18,1%). Les produits de la chimie-pharma, l'autre pilier des exportations romandes, ont, quant à eux, fléchi de 8,5%.

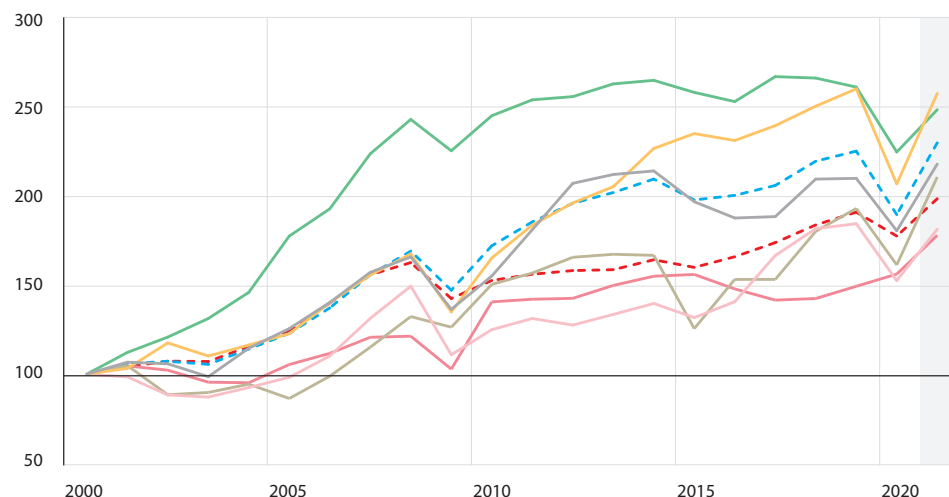
Avec le redémarrage du commerce mondial, un fort rebond des exportations se dessine pour 2021. À l'heure d'écrire ces lignes, au début du 4^e trimestre 2021, il était difficile d'évaluer son ampleur. D'une part, l'Administration fédérale des douanes ne publie plus de données cantonales en cours d'année et, d'autre part, le degré d'incertitude reste élevé. Cependant, les chiffres disponibles pour la Suisse sur huit mois permettent d'espérer un retour au niveau d'avant-crise.

Les produits chimiques et pharmaceutiques sont le principal moteur de cette reprise. Les machines, les instruments de précision et l'horlogerie bénéficient également de l'embellie conjoncturelle mondiale.

Évolution comparée des exportations suisses, romandes et par canton romand

— Fribourg
— Genève
— Jura
— Neuchâtel
— Valais
— Vaud
— Suisse romande
— Suisse

Indice: 2000 = 100
2021 = estimations; en raison des incertitudes, valeurs illustratives



Exportations par habitant

En francs courants
Total conjoncturel (sans métaux précieux, monnaies, pierres gemmes, antiquités et objets d'art)
Classement selon les données 2020

	2018	2019	2020
Neuchâtel	116 917	125 550	105 226
Genève	38 802	39 827	31 523
Jura	32 868	33 145	27 340
Vaud	19 336	18 921	16 094
Fribourg	14 521	14 219	12 080
Valais	9 784	10 191	10 580
Suisse romande	29 805	30 542	25 492
Suisse	27 295	28 160	25 994

PIB 2020 ainsi que prévisions 2021 et 2022 par secteur et branche

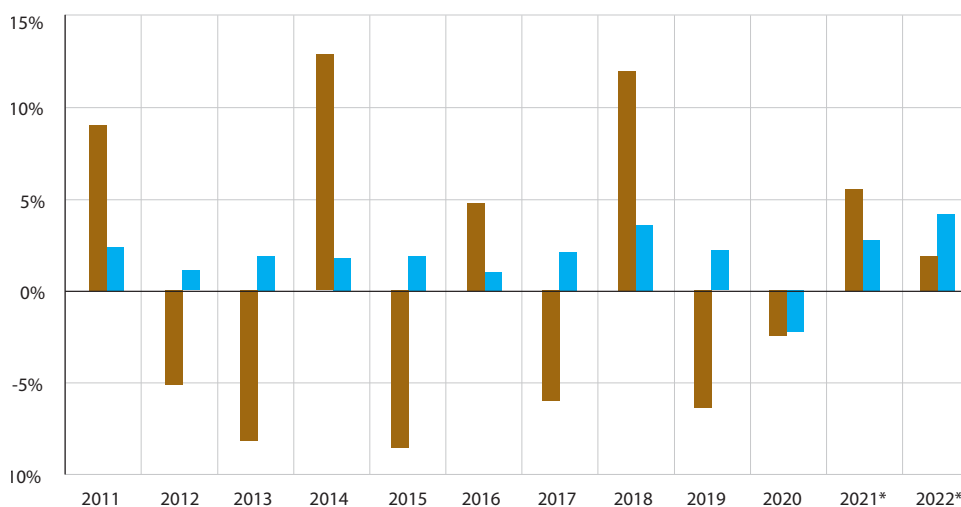
Primaire: compenser le manque à gagner

Le secteur primaire a aussi été touché par la dégradation de la conjoncture romande provoquée par la pandémie de Covid-19. Pour une partie des producteurs, celle-ci a été synonyme de la nécessité de compenser un recul des revenus lié notamment à la baisse de l'activité dans la restauration. Cette problématique a notamment concerné la vitiviniculture. En revanche, les cultures se sont développées de manière optimale, relève l'Union suisse des paysans. Si l'année 2020 a été la plus chaude depuis le début des mesures en 1864, à égalité avec 2018, les précipitations ont été suffisantes. La valeur ajoutée a reculé de 1,7% l'an dernier. Un rebond de 5,6% est attendu cette année puis une hausse de 1,9% pour l'an prochain.

Évolution comparée du secteur primaire et du PIB romand (valeurs réelles)

■ Secteur primaire
■ Suisse romande

*Prévisions



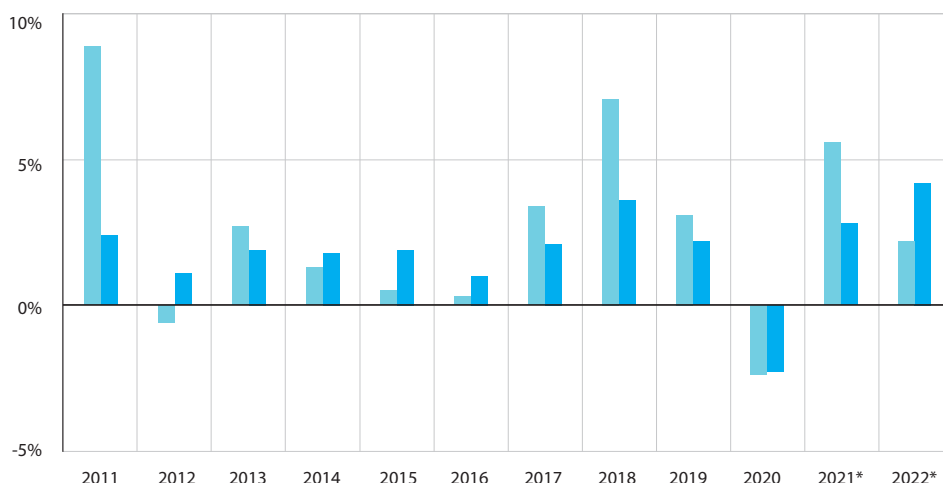
Secondaire: recul moins fort que prévu

La crise du Covid-19 n'a pas eu les mêmes effets sur les branches du secondaire qui sont tournées vers le marché intérieur que sur celles qui sont actives à l'international. Pour les premières, soit essentiellement les différents secteurs de la construction, malgré les perturbations liées au semi-confinement du printemps puis à l'introduction de mesures de protection, l'activité a été peu touchée en 2020. Par contre, les exportateurs ont subi les effets de la récession mondiale et de la perturbation des chaînes logistiques. Ainsi, la valeur ajoutée du secondaire a reculé de 2,4% en 2020, soit nettement moins que la baisse de 6,5% attendue à l'été 2020. En 2021, l'amélioration de la conjoncture devrait permettre un rebond de 5,6%. Une poursuite de la reprise est attendue pour 2022, avec une hausse de 2,2% de la valeur ajoutée.

Évolution comparée du secteur secondaire et du PIB romand (valeurs réelles)

■ Secteur secondaire
■ Suisse romande

*Prévisions



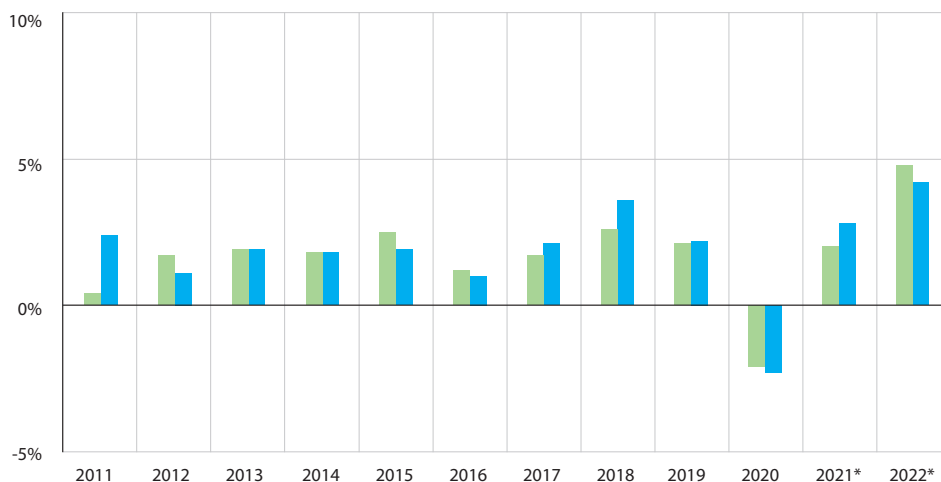
Tertiaire: pas épargné par la crise

Traditionnellement, le secteur tertiaire est un facteur de soutien à l'économie lors de chocs conjoncturels. Or, ce dernier a également été fortement affecté par la crise du Covid-19, du fait notamment du semi-confinement au printemps 2020, des mesures de protection et de la chute du tourisme international. Si le premier a bridé l'activité dans un nombre important de sociétés de services, les deux autres ont surtout touché l'hôtellerie-restauration, les activités culturelles et de loisirs, ainsi que l'événementiel. Grâce à une détente au second semestre, le repli de la valeur ajoutée sur l'ensemble de 2020 est limité à 2,1%, alors qu'une chute de 5,4% était attendue à l'été 2020. En 2021, la reprise devrait permettre une remontée modérée (+2,0%) de la valeur ajoutée de ce secteur. Une accélération (+4,8%) est possible en 2022.

Évolution comparée du secteur tertiaire et du PIB romand (valeurs réelles)

■ Secteur tertiaire
■ Suisse romande

*Prévisions



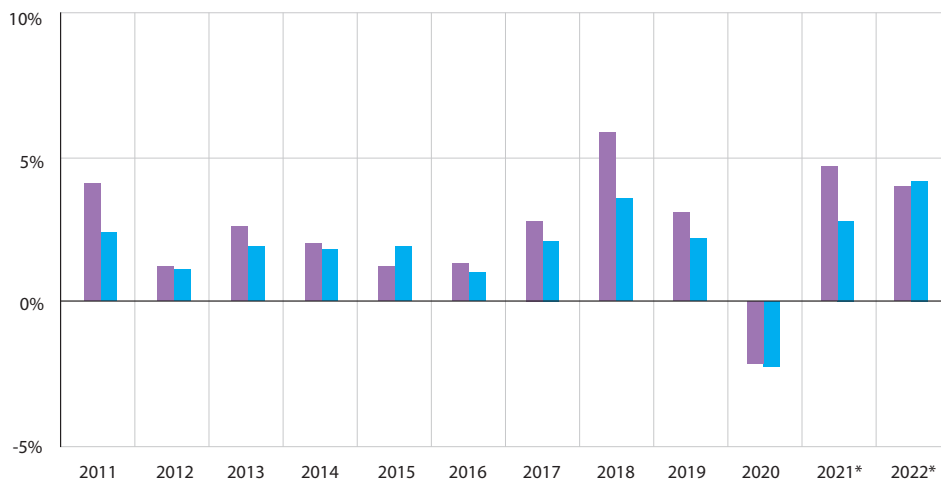
Quatenaire: rattrapé par le Covid-19

À l'instar des services, le secteur quaternaire, c'est-à-dire l'ensemble des branches du secondaire et du tertiaire dans lesquelles le savoir-faire, l'innovation et la valeur ajoutée sont déterminants, n'a pas fonctionné en 2020 comme stabilisateur de la conjoncture et contributeur à la croissance. Ces activités de production ou de services, tournées vers les exportations ou la demande intérieure, ont subi comme les autres les conséquences des mesures de protection après le semi-confinement en Suisse et de la dégradation de l'environnement économique mondial. Après plusieurs années de progression tendanciellement supérieure à la moyenne, la valeur ajoutée du secteur quaternaire a reculé de 2,2% l'an dernier. Dans ce cas également, la baisse est moins accentuée que ce qui avait été anticipé une année plus tôt (-5,6%). La reprise devrait permettre une hausse de la valeur ajoutée de 4,7% cette année et de 4,0% l'an prochain.

Évolution comparée du secteur quaternaire et du PIB romand (valeurs réelles)

■ Branches des moyennes et hautes technologies et industries du savoir Suisse romande

*Prévisions



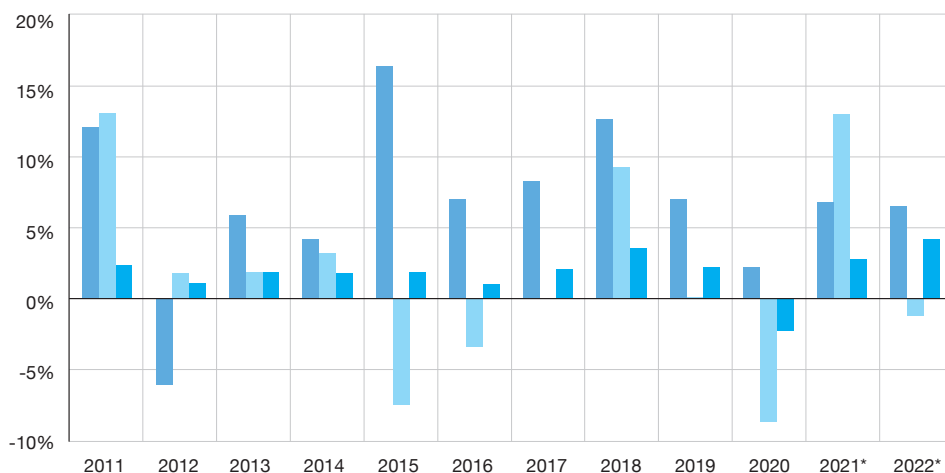
Branches industrielles: les machines chutent, la pharma résiste

Toutes les activités industrielles ne sont pas égales devant la pandémie de Covid-19. L'industrie des machines et l'horlogerie ont souffert en 2020 des conséquences de la pandémie: respectivement, la baisse des investissements et le recul de la demande de produits de luxe lié à l'effondrement du tourisme international. À 8,9%, le recul de la valeur ajoutée a cependant été moins prononcé que ce qui était craint une année auparavant (-14,2%). Un fort rebond (+13,0%) est attendu en 2021 avant un léger fléchissement (-1,2%) en 2022. L'évolution de la chimie-pharma, une branche fortement résistante aux chocs conjoncturels, s'avère différente, avec une activité en hausse de 2,2% en 2020, de 6,8% en 2021 et de 6,5% en 2022.

Évolution comparée des branches industrielles et du PIB romand (valeurs réelles)

- Chimie, pharma
- Machines, instruments, horlogerie
- Suisse romande

*Prévisions



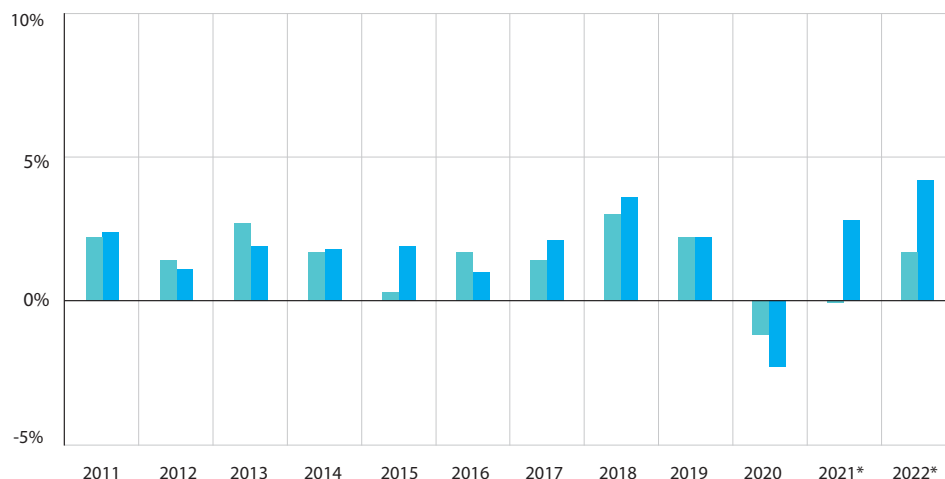
Relative stabilité de la construction

Quand la construction va, tout va. Ce métier n'a pas été épargné par les perturbations liées à l'épidémie de Covid-19 en Suisse, avec des chantiers provisoirement fermés au printemps et des mesures de protection qui ont pu ralentir l'activité. De plus, la construction souffre chroniquement d'une pression sur les prix. Il n'en reste pas moins que ce domaine bénéficie d'investissements importants dans la construction de logements locatifs, un placement jugé notamment plus rémunérateur que les marchés obligataires en période de taux bas ou négatifs. Alors que le taux de logements vacants est élevé dans certaines régions et que la dynamique démographique a fléchi, cette situation inquiète les autorités. Ainsi, l'activité a baissé (-1,2%) l'an dernier. Elle devrait rester stable cette année (-0,1%) et progresser (+1,7%) l'an prochain.

Évolution comparée de la construction et du PIB romand (valeurs réelles)

- Construction
- Suisse romande

*Prévisions



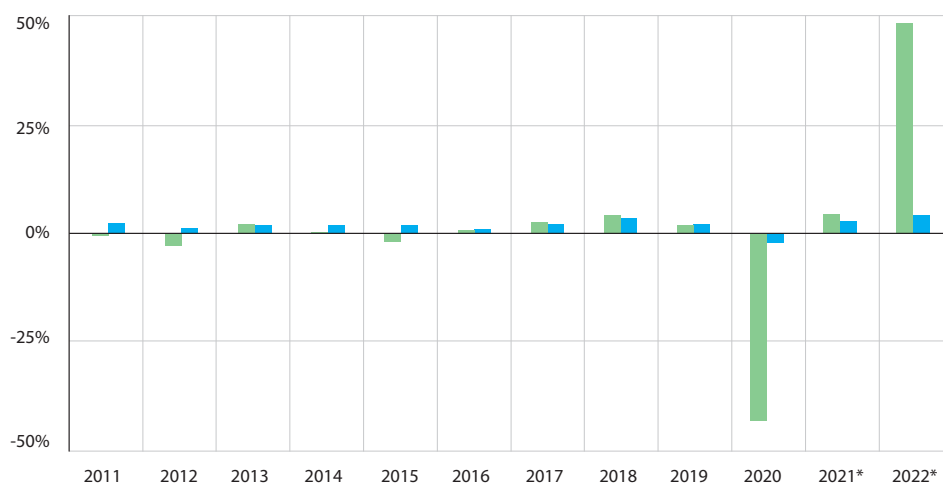
Plongeon de l'hôtellerie-restauration

Les épisodes de fermeture des restaurants ou les mesures de protection, ainsi que la quasi-absence d'hôtes étrangers, font de l'hôtellerie-restauration la branche la plus touchée l'an dernier par la crise du Covid-19. Et ce, alors qu'elle était déjà sensiblement affectée par des changements d'habitudes de consommation, le manque d'élan de la conjoncture mondiale et la force du franc. Les nuitées de ménages suisses, qui ont moins voyagé à l'étranger, ne compensent que partiellement la baisse de la demande étrangère. En outre, la demande domestique profite avant tout aux destinations hors des villes, alors que la situation reste difficile pour les hôtels urbains. La valeur ajoutée s'est effondrée de 43,6% en 2020. Un début de rebond est attendu en 2021 (+4,4%), avant une amélioration de la situation en 2022 (+48,8%).

Évolution comparée de l'hôtellerie et de la restauration et du PIB romand (valeurs réelles)

■ Hôtellerie-restauration Suisse romande

*Prévisions



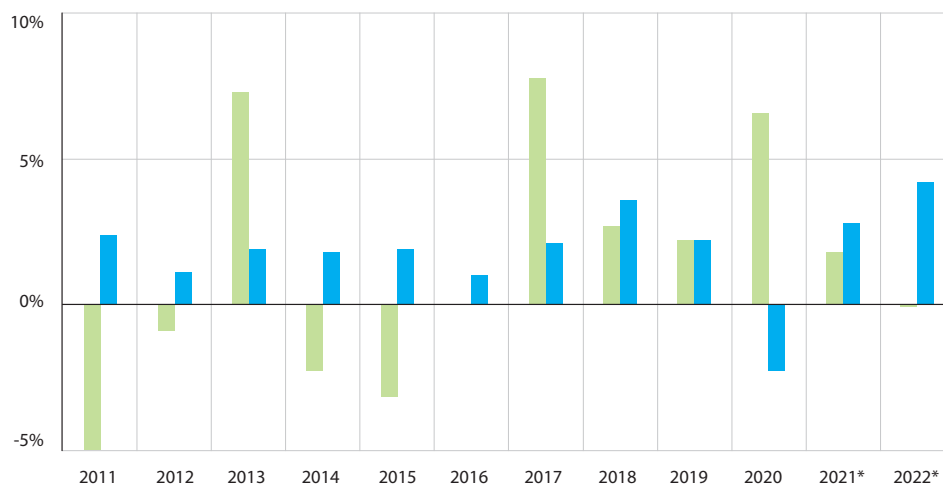
Résistance des services financiers

L'année 2020 a été chahutée pour les services financiers. Entre un plongeon des marchés boursiers au printemps, la persistance des taux négatifs et des provisions pour pertes de crédit, mais aussi l'octroi de crédits Covid-19 ou un rebond vigoureux des marchés boursiers: la branche affiche au final une hausse de 6,6% de sa valeur ajoutée l'an dernier, loin de la baisse de 5,4% anticipée une année plus tôt. Il n'en demeure pas moins qu'elle reste confrontée à d'autres défis, tels que les taux d'intérêt bas ou négatifs, ou la densification de la réglementation. Un repli de la croissance à 1,8% est attendu pour cette année et une stagnation (-0,1%) pour l'an prochain.

Évolution comparée des services financiers et du PIB romand (valeurs réelles)

■ Activités financières et assurances Suisse romande

*Prévisions



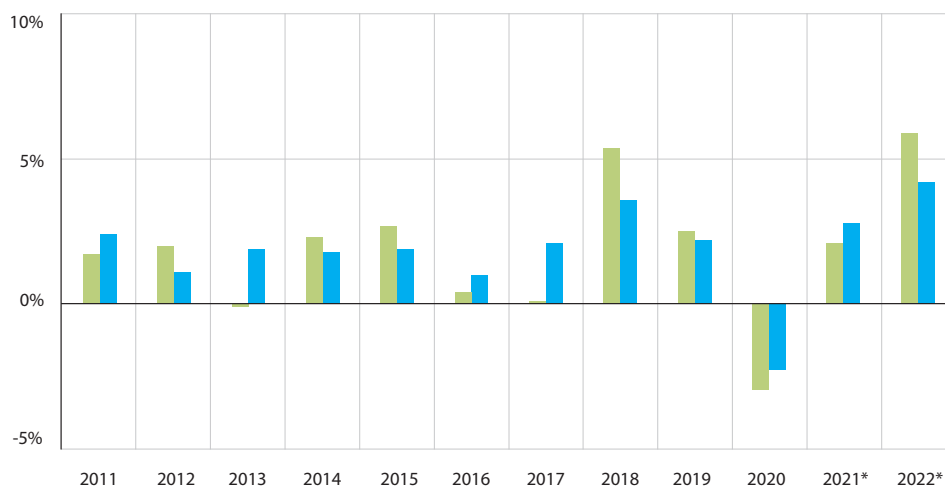
Services aux entreprises également touchés

Les services aux entreprises et les activités immobilières ont également été touchés l'an dernier par le ralentissement de l'économie. Les incertitudes auxquelles de nombreuses entreprises ont été confrontées ont pesé sur la demande. De plus, l'adaptation aux mesures de distanciation, par exemple via le télétravail, a pesé sur la productivité. Cela dit, les services informatiques ont été moins affectés, du fait de la demande liée notamment au développement des services en ligne. Ce groupe d'activités très large et très diversifié, qui est traditionnellement l'un des piliers de l'économie romande, a ainsi vu sa valeur ajoutée reculer de 3,0% l'an dernier, moins toutefois que la baisse de 5,7% anticipée à l'été 2020. Une croissance de 2,1% est prévue pour cette année et de 5,9% pour l'an prochain.

Évolution comparée des services aux entreprises et du PIB romand (valeurs réelles)

- Services aux entreprises
- Suisse romande

*Prévisions



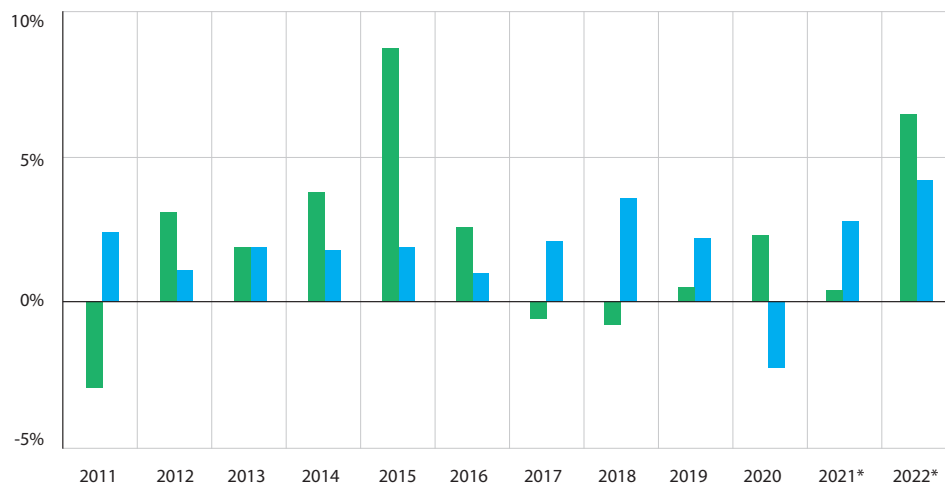
Commerce: soutien de l'alimentaire, de l'électronique et de l'ameublement

La fermeture des commerces dits non essentiels au printemps 2020 et les mesures de protection mises en place ensuite n'ont pas eu l'effet redouté. Alors qu'il était question il y a une année d'une chute de 6,6% de la valeur ajoutée de la branche en 2020, celle-ci a au final augmenté de 2,3%. La consommation est restée robuste et le tourisme d'achat a été rendu plus difficile par les restrictions de voyages. Les ventes de denrées alimentaires, d'équipements informatiques et d'articles d'aménagement intérieur ont notamment été solides. Celles de biens culturels et de vêtements ont par contre subi la concurrence des achats en ligne. Quant au commerce de gros, il a été affecté par la baisse de régime dans le négoce international de matières premières. En 2021, avec une nouvelle fermeture des commerces dits non essentiels au début de l'année, la valeur ajoutée devrait n'augmenter que faiblement, de 0,4%. Une accélération est attendue en 2022, avec une hausse de 6,5%.

Évolution comparée du commerce de gros et de détail et du PIB romand (valeurs réelles)

- Commerce de gros et de détail
- Suisse romande

*Prévisions



Dans le même bain

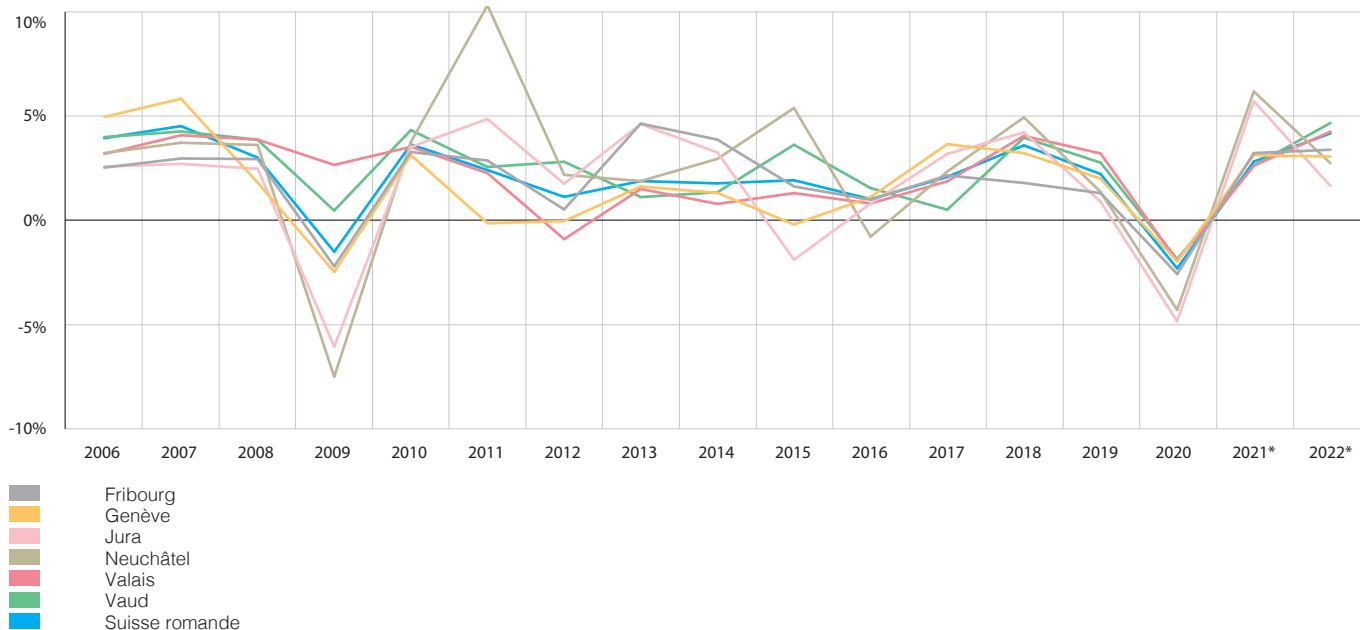
La crise du Covid-19 a frappé tous les cantons romands en 2020 et leurs PIB ont plongé simultanément. Primaire, secondaire, tertiaire: les trois secteurs ont été concernés et pratiquement toutes les branches ont été dans le rouge. Si la direction a été la même pour tous, les cantons romands n'ont pas ressenti les effets de la crise de la même manière, du fait de leurs profils différents.

Ceux-ci ont été plus marqués dans le Jura et dans le canton de Neuchâtel, en raison de la forte composante industrielle de leurs économies. Plus diversifiés, Fribourg, Genève, le Valais et Vaud ont accusé des baisses moins prononcées de leur PIB. Toutefois, les évolutions des PIB des cantons romands en 2020 s'inscrivent dans une fourchette relativement étroite, de -4,9% et -1,9%. Lors de la récession de 2009, les écarts avaient été plus importants.

Cette année, on reprend les mêmes... et on fait l'inverse. L'amélioration attendue de la conjoncture devrait bénéficier en particulier au Jura et à Neuchâtel. Fribourg et Genève pourraient connaître une croissance un peu plus élevée que la moyenne romande, tandis que le Valais et Vaud devraient être proches de celle-ci. Au final, les rebonds des PIB des cantons romands en 2021 sont attendus entre 2,6% et 6,2%. L'an prochain, les PIB devraient continuer d'évoluer dans une fourchette étroite, avec des croissances comprises entre 1,6% et 4,7%.

Les prévisions sont cependant à considérer avec prudence, les facteurs de risque restant nombreux. Il y a d'abord les incertitudes liées à l'évolution de la pandémie et à ses conséquences économiques. D'autres facteurs, tels que les relations Suisse-Union européenne ou l'évolution du cours du franc, demeurent présents. Enfin, les discussions sur un impôt minimal mondial pour les entreprises constituent une autre source d'incertitude.

Évolution comparée des PIB cantonaux et du PIB romand (valeurs réelles)



*Prévisions

Les cantons romands en quelques chiffres et comparaisons avec la Suisse romande et la Suisse

* Après impôts, moins subventions
 ** Estimation

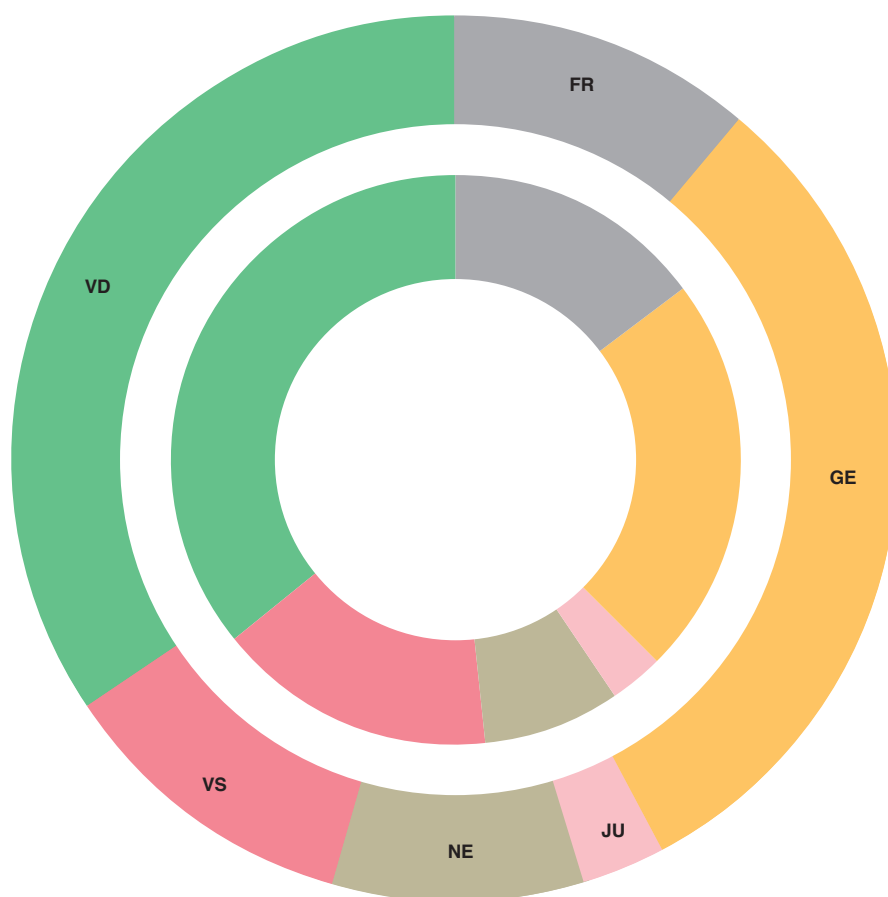
	Population 2020	Superficie (km ²)	Habitants/km ²	PIB nominal* 2020 (CHF mio)	PIB nominal*/habitant (CHF)	Équivalents plein temps (EPT, 2020**)	PIB nominal*/EPT (CHF)
Fribourg	325 419	1 671	195	19 221	59 065	118 777	161 824
Genève	506 078	282	1 792	53 878	106 462	308 560	174 611
Jura	73 688	839	88	4 945	67 107	35 076	140 980
Neuchâtel	175 860	803	219	16 217	92 215	87 034	186 329
Valais	348 318	5 224	67	19 717	56 606	143 278	137 614
Vaud	814 075	3 212	253	58 223	71 520	376 599	154 602
Suisse romande	2 243 438	12 032	186	172 202	76 758	1 069 324	161 038
Suisse	8 667 088	41 285	210	705 791	81 433	4 162 338	169 566

Comparaison de la part de la population et de la part du PIB par canton

	Part de la population	Part du PIB
Fribourg	15%	11%
Genève	23%	31%
Jura	3%	3%
Neuchâtel	8%	9%
Valais	16%	11%
Vaud	36%	34%

*Nominal, après impôts, moins subventions

Centre du graphique: part de la population
 Périphérie: part du PIB



FRIBOURG Un bon mix face à la crise



Décomposition du PIB fribourgeois (valeurs moyennes 2011-2020, centre = branches, périphérie = secteurs)

Secteur primaire	1,7%
Secteur secondaire	29,7%
Alimentation, textile, cuir, bois, papier	6,3%
Chimie, pharma, verre, caoutchouc, métallurgie	6,9%
Machines, instruments, horlogerie	7,8%
Production et distribution d'électricité et d'eau	1,7%
Construction	7,1%
Secteur tertiaire	68,6%
Commerce de gros et de détail, réparations	16,8%
Hôtellerie-restauration	1,7%
Transports, postes, télécommunications, édition	4,8%
Activités financières et assurances	4,9%
Activités immobilières, services aux entreprises	17,1%
Administration publique, santé, éducation, sports	22,3%
Autres	1,0%



Sans être un canton industriel, Fribourg fait partie des cantons dans lesquels le secteur secondaire est sensiblement plus présent qu'en moyenne romande: 29,7% en moyenne entre 2011 et 2020. Cela s'explique notamment par une industrie alimentaire (6,3%) et une branche de la construction (7,1%) très présentes. L'industrie des machines (7,8%) est également assez développée dans le canton, sans toutefois s'écarter de la moyenne romande. Dans le tertiaire, il en va de même pour le commerce (16,8%).

L'économie fribourgeoise a fortement profité ces dernières années de la progression du secteur tertiaire, en particulier du commerce et des activités de services, ainsi que de l'activité de construction. Fribourg est le champion suisse de la démographie, avec une hausse de sa population de 14,3% entre 2011 et 2020. Il affiche un taux de chômage (3,3% en 2020) plus bas que la moyenne romande (4,3%) et proche de la moyenne suisse (3,1%).

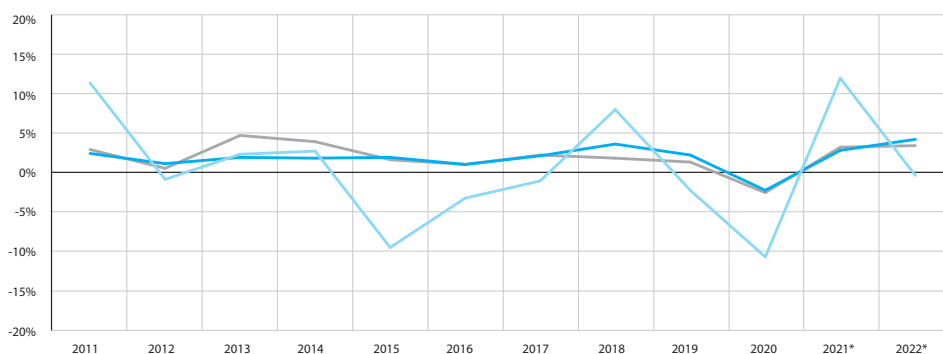
Grâce à la stabilité apportée par son marché intérieur, le recul du PIB (-2,6%) dans le canton de Fribourg en raison de la crise du Covid-19 en 2020 a été similaire à la moyenne romande. Fribourg devrait voir son PIB rebondir de 3,2% cette année et de 3,4% l'an prochain.

Fribourg

Évolution comparée de la branche des machines, instruments et horlogerie et des PIB romand et fribourgeois (valeurs réelles)

- Machines, instruments et horlogerie
- Suisse romande
- PIB Fribourg

*Prévisions

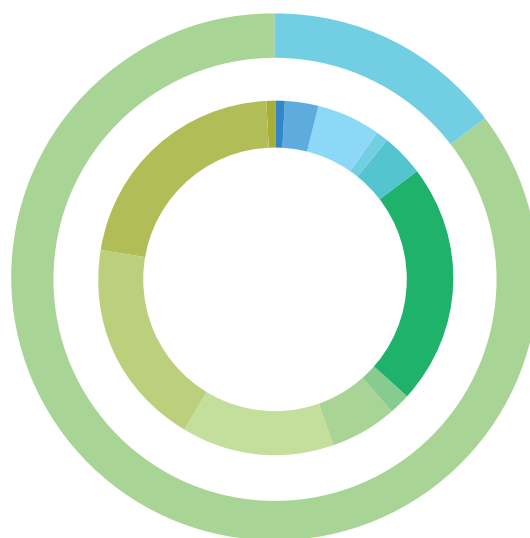


GENÈVE Soutien du commerce et des services financiers



Décomposition du PIB genevois (valeurs moyennes 2011-2020, centre = branches, périphérie = secteurs)

Secteur primaire	0,2%
Secteur secondaire	14,5%
Alimentation, textile, cuir, bois, papier	0,8%
Chimie, pharma, verre, caoutchouc, métallurgie	2,9%
Machines, instruments, horlogerie	5,9%
Production et distribution d'électricité et d'eau	1,2%
Construction	3,7%
Secteur tertiaire	85,2%
Commerce de gros et de détail, réparations	22,0%
Hôtellerie-restauration	2,0%
Transports, postes, télécommunications, édition	6,1%
Activités financières et assurances	13,8%
Activités immobilières, services aux entreprises	19,1%
Administration publique, santé, éducation, sports	21,6%
Autres	0,6%



Avec près de neuf francs sur dix issus des activités de services, l'économie genevoise est un cas à part. Le secteur tertiaire représente 85,2% du PIB cantonal, ce qui est notamment dû à des parts plus importantes que la moyenne de la branche du commerce (22,0%) et des services financiers (13,8%). Cela s'explique par le statut de Genève, ville internationale et ville centre, ainsi que par sa place financière et de négoce de matières premières. Le canton abrite aussi des industries chimiques (arômes) et horlogères importantes.

L'économie genevoise a notamment été freinée ces dernières années par les changements dans la gestion de fortune transfrontalière, avec l'introduction de l'échange automatique de renseignements fiscaux et le renforcement de la réglementation. Le développement du négoce de matières premières et des activités de financement associées a partiellement compensé ce manque à gagner. La démographie cantonale a été relativement dynamique, avec une hausse de la population de 9,9% entre 2011 et 2020. Traditionnellement, le taux de chômage (4,9% en 2020) est plus élevé que la moyenne romande.

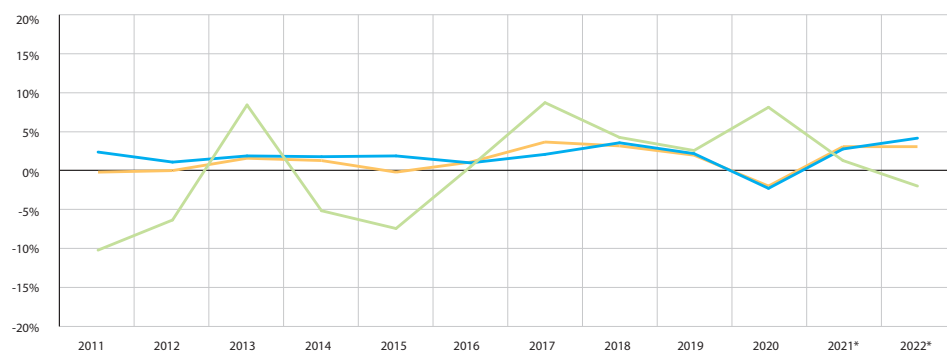
Grâce au soutien notamment du commerce et des activités financières, le canton de Genève a vu son PIB reculer (-2,0%) un peu moins fortement que la moyenne romande en 2020. Une croissance anticipée à 3,1% en 2021 comme en 2022 lui permettra de compenser le terrain perdu.

Genève

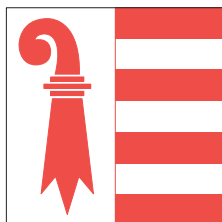
Évolution comparée des services financiers et du PIB romand et genevois (valeurs réelles)

Services financiers
Suisse romande
PIB Genève

*Prévisions



JURA Le bénéfice de l'embellie conjoncturelle



Décomposition du PIB jurassien (valeurs moyennes 2011-2020, centre = branches, périphérie = secteurs)

Secteur primaire	1,4%
Secteur secondaire	47,3%
Alimentation, textile, cuir, bois, papier	4,0%
Chimie, pharma, verre, caoutchouc, métallurgie	10,1%
Machines, instruments, horlogerie	26,6%
Production et distribution d'électricité et d'eau	1,3%
Construction	5,3%
Secteur tertiaire	51,3%
Commerce de gros et de détail, réparations	10,4%
Hôtellerie-restauration	1,2%
Transports, postes, télécommunications, édition	3,2%
Activités financières et assurances	4,0%
Activités immobilières, services aux entreprises	12,1%
Administration publique, santé, éducation, sports	19,6%
Autres	0,8%



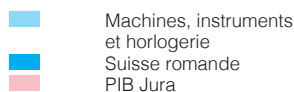
Le canton du Jura, avec celui de Neuchâtel, est l'un des deux cantons manufacturiers de Suisse romande. Son secteur secondaire pèse 47,3% (moyenne entre 2011 et 2020) de son PIB, en raison notamment des parts élevées de l'industrie des machines et de l'horlogerie (26,6%) ainsi que de la chimie-pharma (10,1%), plus présentes qu'en moyenne romande.

L'économie jurassienne a profité ces dernières années du développement de ces groupes de branches. La construction et le commerce, ainsi que les services financiers, les services aux entreprises et les activités immobilières, ont également contribué à la croissance. La population de ce canton frontalier a augmenté de 4,5% entre 2011 et 2020. Le taux de chômage (4,7% en 2020) est proche de la moyenne romande.

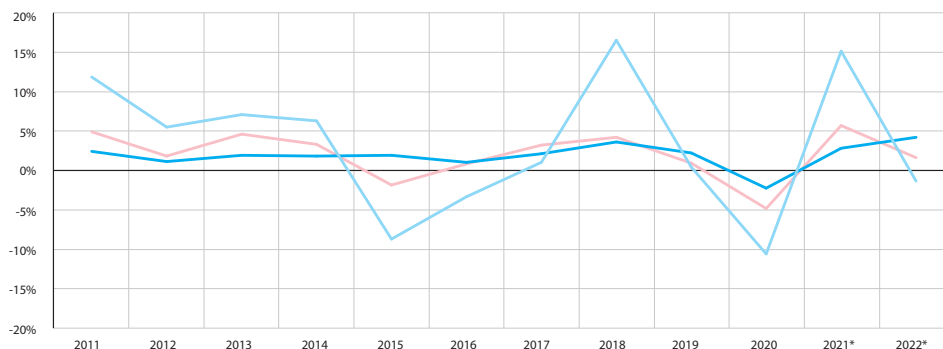
Sensible aux aléas de la conjoncture mondiale à l'image de ses branches phares, le canton du Jura a vu son PIB reculer de 4,9% en 2020. En 2021, l'embellie de l'environnement mondial se traduit par un rebond appréciable, avec une croissance prévue à 5,7%. En 2022, la croissance est attendue à 1,6%.

Jura

Évolution comparée de la branche des machines, instruments et horlogerie et des PIB romand et jurassien (valeurs réelles)



*Prévisions

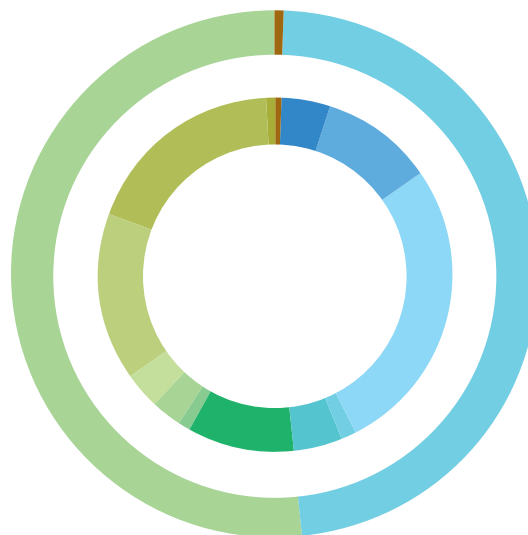


NEUCHÂTEL Le retour des exportations horlogères



Décomposition du PIB neuchâtelois (valeurs moyennes 2010-2019, centre = branches, périphérie = secteurs)

Secteur primaire	0,6%
Secteur secondaire	47,8%
Alimentation, textile, cuir, bois, papier	4,4%
Chimie, pharma, verre, caoutchouc, métallurgie	10,4%
Machines, instruments, horlogerie	27,1%
Production et distribution d'électricité et d'eau	1,4%
Construction	4,5%
Secteur tertiaire	51,5%
Commerce de gros et de détail, réparations	9,6%
Hôtellerie-restauration	1,1%
Transports, postes, télécommunications, édition	2,9%
Activités financières et assurances	3,3%
Activités immobilières, services aux entreprises	15,3%
Administration publique, santé, éducation, sports	18,6%
Autres	0,8%



Avec le Jura, Neuchâtel constitue l'un des pôles manufacturiers de la Suisse romande. Représentant 47,8% du PIB cantonal (moyenne entre 2011 et 2020), le secteur secondaire est très développé. L'industrie des machines et l'horlogerie (27,1%) ainsi que la chimie-pharma (10,4%) sont sensiblement plus présentes qu'en moyenne romande.

La progression ces dernières années des activités manufacturières, en particulier de la chimie-pharma, a bénéficié à l'économie neuchâteloise. La croissance du canton a également été alimentée par la construction, le commerce, les services financiers ou les services aux entreprises et activités immobilières. La population a augmenté de 1,5% entre 2011 et 2020. Le taux de chômage (4,6% en 2020) est proche de la moyenne romande.

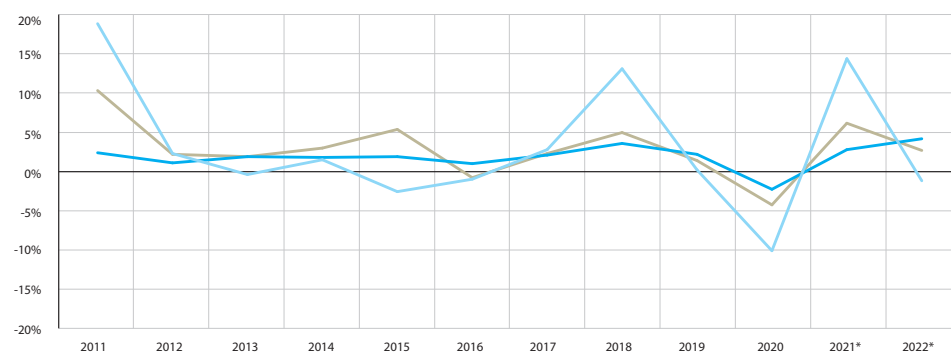
Le canton de Neuchâtel est sensible aux aléas de la conjoncture mondiale en raison du poids de son pôle manufacturier. La résistance de la chimie-pharma a cependant tempéré le recul du PIB en 2020, estimé à 4,3%. Avec la reprise, la croissance est attendue à 6,2% en 2021 et à 2,7% en 2022.

Neuchâtel

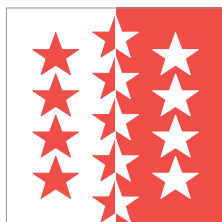
Évolution comparée de la branche des machines, instruments et horlogerie et des PIB romand et neuchâtelois (valeurs réelles)

- Machines, instruments et horlogerie
- Suisse romande
- PIB Neuchâtel

*Prévisions



VALAIS Soutien de la chimie-pharma



Décomposition du PIB valaisan
(valeurs moyennes 2010-2019, centre = branches, périphérie = secteurs)

Secteur primaire	1,7%
Secteur secondaire	28,9%
Alimentation, textile, cuir, bois, papier	3,3%
Chimie, pharma, verre, caoutchouc, métallurgie	11,4%
Machines, instruments, horlogerie	2,4%
Production et distribution d'électricité et d'eau	4,7%
Construction	7,2%
Secteur tertiaire	69,4%
Commerce de gros et de détail, réparations	12,4%
Hôtellerie-restauration	4,2%
Transports, postes, télécommunications, édition	5,4%
Activités financières et assurances	5,8%
Activités immobilières, services aux entreprises	18,2%
Administration publique, santé, éducation, sports	22,3%
Autres	1,1%



Le canton du Valais a un profil un peu particulier. Sa réputation en tant que destination touristique se reflète dans une part de l'hôtellerie et restauration (4,2%) plus élevée que la moyenne. Une autre caractéristique réside dans la part élevée du secondaire (28,9%) dans le PIB cantonal. La chimie-pharma (11,4%), la production d'énergie (4,7%) et la construction (7,2%) sont plus présentes qu'en moyenne romande.

L'économie valaisanne a notamment bénéficié ces dernières années du développement de la chimie-pharma. Le commerce, les services financiers ainsi que les services aux entreprises et activités immobilières ont également alimenté la croissance. La démographie a été dynamique, avec une hausse de la population de 9,9% entre 2011 et 2020. Le canton connaît un taux de chômage (3,7% en 2020) plus bas que la moyenne romande.

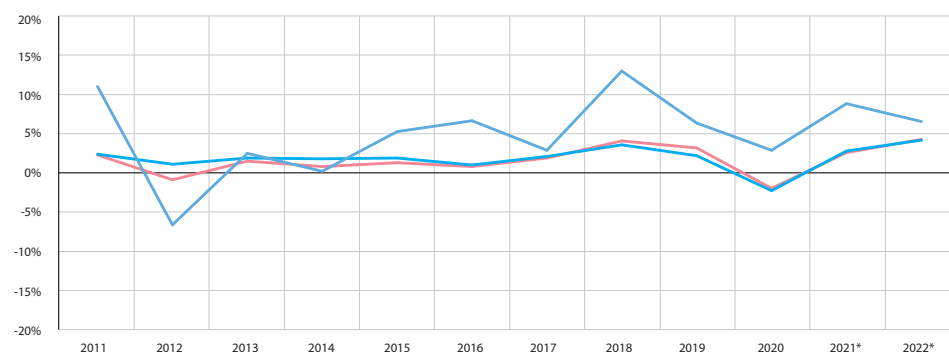
Grâce à la stabilité apportée par son marché intérieur et à la résistance de la chimie-pharma, le canton du Valais a été un peu moins touché (-2,0%) par la crise du Covid-19 que la moyenne romande. Avec la reprise, son PIB devrait augmenter de 2,6% en 2021 et de 4,3% en 2022.

Valais

Évolution comparée de la chimie-pharma et des PIB romand et valaisan (valeurs réelles)

Chimie-pharma
Suisse romande
PIB Valais

*Prévisions

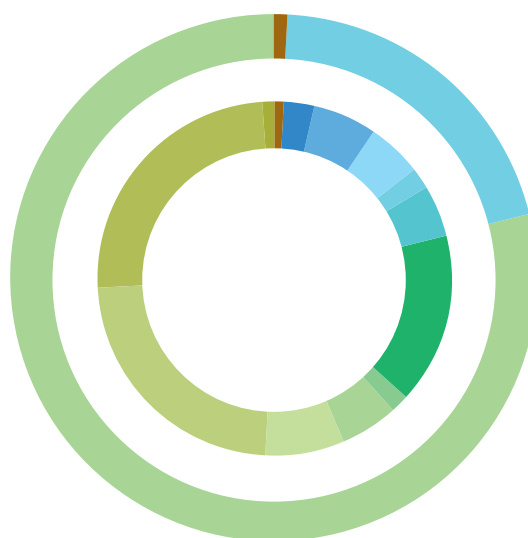


VAUD Redémarrage des services



Décomposition du PIB vaudois
(valeurs moyennes 2010-2019, centre = branches, périphérie = secteurs)

Secteur primaire	1,0%
Secteur secondaire	20,1%
Alimentation, textile, cuir, bois, papier	2,7%
Chimie, pharma, verre, caoutchouc, métallurgie	5,9%
Machines, instruments, horlogerie	4,9%
Production et distribution d'électricité et d'eau	1,8%
Construction	4,7%
Secteur tertiaire	78,9%
Commerce de gros et de détail, réparations	15,6%
Hôtellerie-restauration	1,9%
Transports, postes, télécommunications, édition	5,1%
Activités financières et assurances	7,3%
Activités immobilières, services aux entreprises	23,3%
Administration publique, santé, éducation, sports	24,7%
Autres	1,0%



L'économie vaudoise est de prime abord celle qui ressemble le plus à la moyenne romande ou Suisse, avec près de quatre cinquièmes de tertiaire (78,9%), un cinquième de secondaire et un pour cent de primaire. Parmi ses branches phares se trouvent les services aux entreprises et activités immobilières (23,3%), en lien notamment avec la présence dans le canton de quartiers généraux d'entreprises internationales et de fédérations sportives. Le canton abrite également des entreprises de secteurs variés: horlogerie, industrie alimentaire, pharma, machines, etc.

La chimie-pharma a d'ailleurs été l'un des principaux moteurs de la croissance de ces dernières années, aux côtés du commerce, des services financiers et des services aux entreprises et activités immobilières. Le canton se distingue aussi par une démographie dynamique, avec une hausse de sa population de 12,1% entre 2010 et 2019. Il affiche un taux de chômage (4,5% en 2020) proche de la moyenne romande.

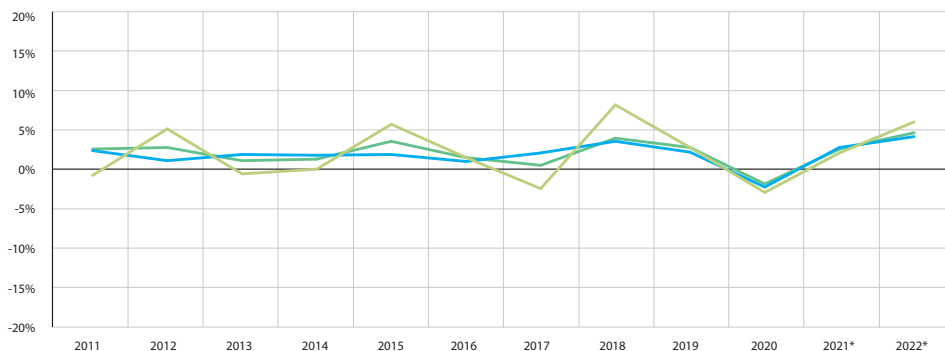
En 2020, l'incertitude a pesé sur la demande de services de la part des entreprises et le PIB vaudois a reculé de 1,9%. Avec la reprise, la croissance est attendue à 2,6% en 2021 et à 4,7% en 2022.

Vaud

Évolution comparée des services aux entreprises et activités immobilières et des PIB romand et vaudois (valeurs réelles)

- Services aux entreprises et activités immobilières
- Suisse romande
- PIB Vaud

*Prévisions



Méthodologie d'estimation du PIB romand

Le PIB romand est la somme des PIB des six cantons romands. Pour déterminer ces derniers, le CREA part des estimations du PIB suisse du SECO et de l'OFS et de leurs découpages en branches: l'institut cherche à évaluer la part du PIB suisse revenant à chaque branche dans chaque canton pris en considération. Le PIB d'un canton est alors la somme des valeurs ajoutées de ses branches. La méthode utilisée par le CREA repose sur les étapes suivantes:

1. Le point de départ est le compte de production par branche d'activité économique pour la Suisse, publié par l'OFS et le SECO, ainsi que les estimations des PIB cantonaux de l'OFS (portant actuellement sur les années 2008 à 2017). Pour chaque branche d'activité économique et au niveau suisse est calculée la valeur ajoutée par emploi en équivalents plein temps (EPT). Cette valeur ajoutée unitaire (VAU) correspond à la productivité moyenne de l'emploi par branche.
2. Les VAU ne sont pas identiques au niveau cantonal et au niveau suisse et la différence – c'est du moins une hypothèse qui est faite – tend à se traduire par des niveaux de salaires différents. Des VAU par branche pour chacun des cantons pris en considération sont dérivées des chiffres moyens nationaux sur la base du niveau des salaires par branche.
3. Dans chaque canton pris en considération et dans chaque branche, la valeur ajoutée unitaire ajustée par les salaires est multipliée par l'emploi (en EPT).
4. L'addition des valeurs ajoutées de toutes les branches donne la valeur ajoutée cantonale totale. Des ajustements intègrent la valeur locative des immeubles occupés par leur propriétaire, qui est un service dont la valeur est comprise dans le PIB. Enfin, le PIB romand est la somme des PIB des six cantons romands.

Relativement simple conceptuellement, cette méthode implique une série de calculs pointus. Les statistiques utilisées ne sont pas toutes directement compatibles entre elles et des ajustements peuvent être nécessaires. La méthode est susceptible d'évoluer.

Méthodologie d'estimation de la prévision du PIB romand

Les prévisions cantonales et par branche sont obtenues en partant de l'hypothèse que, pour chaque branche, le taux de croissance trimestriel de la valeur ajoutée réelle peut s'écarter de sa valeur de long terme en fonction du contexte économique national et international, apprécié par une palette de prévisions: croissance du PIB de la Suisse, de l'Union européenne, des États-Unis et de la Chine, évolution du prix du pétrole, de la valeur externe du franc, des taux d'intérêt, etc. Le modèle est calibré économétriquement sur une base des données historiques. Les prévisions sont calculées pour plus de 80 branches, pour chacun des six cantons romands et par trimestre, avant d'être agrégées au niveau souhaité. Étant donné l'incertitude sur l'économie mondiale, les prévisions doivent être interprétées avec prudence.

Pour mieux rendre compte de l'évolution de la conjoncture, les données historiques et les prévisions ont été épurées des effets des grands événements sportifs internationaux (droits de retransmission, droits de licence), inclus dans le PIB suisse depuis quelques années pour des raisons comptables mais sans effets sur la conjoncture.

La version électronique de ce rapport peut être téléchargée depuis les sites web suivants:

www.bcf.ch www.bcvs.ch www.bcj.ch
www.bcn.ch www.bcge.ch www.bcv.ch
www.hec.unil.ch/crea www.forumdes100.com

Impressum

Cette étude a été réalisée conjointement par:

- Jean-Pascal Baechler, conseiller économique, BCV
- Alain Jeannot, producteur, Forum des 100
- Christophe Mettler, sous-directeur, BCF
- Christophe Weber, chef corporate affairs et communication, BCGE
- Margaux Häni, responsable marketing et communication, BCJ
- Marie-Laure Chapatte, responsable communication et pôle économique, BCN
- Philippe Glassey, responsable communication et marketing, BCVS
- Mathieu Grobéty, directeur exécutif, CREA
- Claudio Sfreddo, chef de projet, CREA

Maquette et mise en page: Stefan Könncke, kosdesign, Vevey

© 14 octobre 2021, banques cantonales romandes et Forum des 100.



L'économie de la Suisse romande en six points

- **PIB nominal en 2020: 172,2 milliards de francs**
- **Poids dans le PIB suisse en 2020: 24,4%**
- **Repli du PIB en termes réels en 2020: -2,3%**
- **Croissance attendue en 2021: 2,8%**
- **Prévision de croissance pour 2022: 4,2%**
- **Une dynamique économique un peu plus favorable que celle de la Suisse en 2020 et en 2022**